

Nigeria/Politique

Buhari admet des revers de l'armée face à Boko Haram

AFP  
Lagos/Nigeria

Un aveu qui pourrait nuire à la réélection d'un président qui n'a eu de cesse d'affirmer que le groupe jihadiste était pratiquement vaincu.

LE président nigérian Muhammadu Buhari a reconnu que l'armée essayait des revers dans sa lutte contre le groupe jihadiste Boko Haram qui a lancé de nouvelles attaques dans le nord-est du pays.

Le président Buhari avait été élu en 2015 sur la promesse de mettre un terme à l'insurrection islamiste qui a fait au moins 27 000 morts et provoqué une grave crise humanitaire avec 1,8 million de dépla-

cés, depuis son début en 2009.

Alors qu'il s'apprête à briger un deuxième mandat en février, une vague d'attaques, notamment contre des bases militaires, est venue contredire ses allégations répétées selon lesquelles Boko Haram était pratiquement vaincu.

Des soldats se sont par ailleurs plaints d'être moins bien équipés que les jihadistes et de ne pas avoir le moral, notamment parce que les rotations des troupes ne sont pas suffisantes et à cause d'un manque de soutien.

"La question du moral est juste", a déclaré le président Buhari, un ancien général âgé de 76 ans, dans une interview enregistrée diffusée tard lundi soir sur Arise TV, assurant que des efforts étaient déployés pour résoudre le problème.



Photo : AFP

Le président Muhammadu Buhari : "Il y a vraiment ce que j'appellerais un épuisement au combat."

Il a reconnu que les troupes étaient sous pression du fait de la guérilla menée par les jihadistes. Le chef de l'Etat nigérian a fait valoir qu'il était difficile de faire face avec des moyens conventionnels aux raids et aux attentats-suicides de Boko Haram. "Il y a vraiment ce que j'appellerais un épuisement au combat", a-t-il dit, estimant

qu'un nouvel entraînement aiderait à lutter contre les tactiques employées par le groupe jihadiste.

Lundi soir, des jihadistes de la faction de Boko Haram dirigée par Abubakar Shekau ont attaqué le village de Sajeri, aux abords de Maiduguri, la capitale de l'Etat de Borno (nord-est), faisant trois

morts.

Au même moment, des jihadistes de l'autre faction de Boko Haram, celle qui a fait allégeance à l'organisation de l'Etat islamique, ont attaqué une installation militaire à Auno, une localité située à 23 km au sud de la ville.

La multiplication des attaques a conduit à la nomination de cinq commandants différents ces deux dernières années pour diriger les opérations militaires contre Boko Haram.

A la différence de son prédécesseur Goodluck Jonathan, le président Buhari a cependant refusé de limoger ses principaux chefs militaires.

"Selon ma conception de la sécurité, quand vous êtes confrontés à une situation d'urgence, vous devez être prudent avec les responsables (des armées)", a-t-il dit.

France/Après son soutien aux "gilets jaunes"

Paris demande du "respect" à Rome

AFP  
Bruxelles/Belgique

LA ministre française aux Affaires européennes Nathalie Loiseau a appelé hier le gouvernement italien à davantage de "respect", après ses prises de position la veille en faveur du mouvement des "gilets jaunes".

"Je pense que la priorité du gouvernement italien c'est de s'occuper du bien-être du peuple italien, je ne suis pas sûr que de s'intéresser aux gilets jaunes a quoi que ce soit à voir avec le bien-être du peuple italien", a déclaré Mme Loiseau devant des journalistes à Bruxelles.

"J'ai beaucoup entendu le gouvernement italien de-

mander le respect pour la manière dont il gouvernait l'Italie. Ce respect leur est dû, mais il est dû à n'importe quel pays, surtout quand on est voisins, alliés et amis", a-t-elle poursuivi. Mme Loiseau s'exprimait à son arrivée à une réunion à Bruxelles avec ses homologues européens, dont un représentant du gouvernement italien. "On se parle très souvent, beaucoup, de beaucoup de choses, donc évidemment on se parlera de ça aussi" avec ce dernier, a-t-elle dit.

Les deux chefs politiques du gouvernement populiste italien ont apporté lundi leur soutien aux "gilets jaunes", tout en condamnant les violences qui ont marqué certaines manifestations en France. "Gilets jaunes, ne faiblissez pas !", a ainsi écrit le vice-



Photo : AFP

La ministre française aux Affaires européennes Nathalie Loiseau (ici avec le président de la Commission Jean-Claude Juncker) a appelé hier le gouvernement italien à davantage de "respect".

Premier ministre Luigi Di Maio, chef de file du Mouvement Cinq Etoiles (M5S, antisystème), sur le blog du parti ("L'Union" d'hier). "Je soutiens les citoyens honnêtes qui protestent contre un président gou-

vernant contre son peuple", a affirmé l'autre vice-Premier ministre, Matteo Salvini, patron de la Ligue (extrême droite).

• Di Maio en remet une couche. "Que d'hypocri-

sies", a dénoncé hier sur Facebook M. Di Maio, chef de file du Mouvement Cinq Etoiles (M5S, anti-système), une des deux composantes de la majorité gouvernementale avec la Ligue (extrême droite) de M. Salvini. Mme Loiseau, "peut-être, ne se souvient pas du président (français Emmanuel) Macron quand il nous comparait à la lèpre en parlant de notre gouvernement", a-t-il ajouté, critiquant au passage la politique "colonialiste" de la France en Afrique. "Il est temps d'arrêter d'appauvrir l'Afrique avec des politiques colonialistes, qui provoquent des vagues migratoires vers l'Europe, que l'Italie s'est retrouvée à plusieurs reprises à devoir affronter seule", a-t-il ainsi assuré.

L'Afrique en bref

• Afrique du Sud/Législatives. Front uni Zuma-Ramaphosa

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa et son prédécesseur Jacob Zuma, rivaux au sein du Congrès national africain (ANC), ont présenté un front uni hier lors du 107e anniversaire de leur formation, en amont des élections législatives prévues en mai.

• Centrafrique/Combats. Des centaines de civils sur les routes de l'exode

La situation restait tendue hier à Bakouma, ville minière du sud-est de la Centrafrique, où des centaines de civils continuaient de fuir après des affrontements entre des groupes rebelles et l'armée, selon un rapport interne de l'Onu obtenu par l'AFP.

• Madagascar/Présidentielle. Rajoelina : victoire validée

La Haute Cour constitutionnelle (HCC) malgache a validé hier la victoire de l'ancien chef de l'Etat Andry Rajoelina à l'élection présidentielle du mois dernier en rejetant toutes les requêtes en annulation pour fraude de son rival Marc Ravalomanana.

• Mozambique/Justice. L'ex-ministre Chang sollicite sa libération



Photo : AFP

L'ex-ministre mozambicain des Finances Manuel Chang, arrêté la semaine dernière en Afrique du Sud sur ordre de la justice américaine dans le cadre du scandale dit de la "dette cachée" de son pays, a sollicité hier sa remise en liberté immédiate.

• Nigeria/Politique. 84 millions d'électeurs

Plus de 84 millions de personnes se sont inscrites pour les élections générales au Nigeria du mois prochain, en hausse de près de 20% sur le scrutin précédent il y a quatre ans, a déclaré le président de la Commission électorale nationale indépendante (Céni).

• RD Congo/Rébellion. Dix civils tués à Beni

Dix civils, dont des enfants et des membres de familles de militaires, ont été tués dans la nuit de lundi à hier dans une incursion d'hommes armés à Beni, une région de l'est de la République démocratique du Congo théâtre de nombreux massacres, a déclaré un responsable local.

• Somalie/Politique. Le président du Puntland éliminé lors de l'élection à sa succession

L'actuel président de l'Etat semi-autonome du Puntland, dans le nord de la Somalie, Abdiweli Mohamed Ali Gaas, a été éliminé hier au premier tour de l'élection pour désigner son successeur. Il figurait parmi les 21 candidats, tous des hommes.

Succès controversé d'une cagnotte de soutien à un ex-boxeur soupçonné d'avoir agressé deux gendarmes

AFP  
Paris/France

UNE cagnotte de soutien à un ancien boxeur soupçonné d'avoir agressé deux gendarmes lors de la dernière manifestation des "gilets jaunes" à Paris, connaissait hier un vif succès en France, suscitant des critiques notamment du gouvernement.

Cette cagnotte, dite "officielle" et mise en ligne sur la plate-forme en ligne française Leetchi, rassemblait plus de 117 000 euros (76,6 millions de francs)

hier vers 08H30 (même heure au Gabon), une somme destinée à soutenir cet ancien boxeur professionnel placé en garde à vue depuis lundi.

Samedi, lors d'une nouvelle journée de manifestation des "gilets jaunes", mouvement engagé depuis un mois et demi contre la politique sociale et fiscale du gouvernement, de violents affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont éclaté dans la capitale. L'ancien champion de boxe, Christophe Dettinger, est soupçonné d'avoir porté des coups à deux gendarmes sur une passerelle

reliant les deux rives de la Seine.

Dans la matinée, le nombre de donateurs continuait à grimper - environ 7 000 dons vers 08H30, près de 7 500 à 10H45 - mais le montant récolté n'était plus visible.

Interrogée hier matin sur franceinfo, la ministre française des Transports Elisabeth Borne a estimé que le succès de cette cagnotte était "choquant".

"Est-ce que c'est normal de vouloir apporter un soutien à ce monsieur qu'on a vu frapper un policier à terre, qu'on a vu boxer un policier ?", s'est-elle indignée. "Je

pense qu'il faut aussi que chacun reprenne un peu ses repères", a-t-elle ajouté.

"Apparemment, ça rapporte de frapper un policier. Quand l'attrait de l'argent vient s'ajouter à la haine et à la violence, je n'ai que du dégoût", avait également protesté lundi sur Twitter, le secrétaire d'Etat français chargé du Numérique, Mounir Mahjoubi. "Tout le monde doit être responsable : cette cagnotte est indigne."

Contacté par l'AFP, Leetchi n'a pas répondu dans l'immédiat. Mais elle a répondu sur Twitter à des internautes

qui l'interpellaient et critiquaient l'initiative, soulignant qu'en tant que "plate-forme", elle se devait de rester "neutre".

"Nous n'avons pas à juger le contenu tant que celui-ci est conforme à la loi, ce qui est le cas ici", a notamment répondu Leetchi.

Cette cagnotte "n'est en aucun cas une récompense" et nous allons nous assurer qu'elle ne serve qu'aux frais d'avocats, comme prévu par l'organisateur, a également indiqué sur Twitter l'hébergeur de la cagnotte. Lequel a annoncé à la mi-journée avoir clos celle-ci.